

MONTROUGE, 56^e CONGRÈS DE L'UNION RÉGIONALE



EDITO



La CFDT Île-de-France a tenu son 56^e congrès à Montrouge les 8 et 9 septembre 2021. Celui-ci a pu se tenir en présentiel malgré la pandémie de Covid-19. Ce moment important de démocratie interne a permis à 400 congressistes, dont 280 délégués issus de 72 syndicats, de se rencontrer, échanger, participer au débat.

À cette occasion, le quitus a été largement voté et la résolution d'orientation pour la prochaine mandature a été adoptée. Le Bureau régional, pour la première fois entièrement paritaire, a été renouvelé et un nouvel exécutif régional a été élu.

Durant ces deux jours de congrès, les participants ont eu à cœur de montrer une CFDT Île-de-France ancrée dans le réel, lucide sur la situation du monde du travail et prête à relever les défis qui s'offrent à elle, forte de son dynamisme, de sa cohérence interne et de l'engagement de ses militantes et militants.

Le document que vous avez entre les mains retrace les moments forts du congrès au travers d'extraits des interventions et de photos. Il illustre ainsi l'implication des hommes et des femmes qui font vivre la CFDT en Île-de-France.

Diego MELCHIOR
Secrétaire général

SOMMAIRE



EXTRAITS DES INTERVENTIONS ET RÉSULTATS DES VOTES

CHAPITRE 1 : RAPPORT D'ACTIVITÉ

Ouverture du congrès par Vincent PIGACHE	06
Présentation du rapport d'activité par Diego MELCHIOR	07
Interventions des syndicats	09
Réponse aux interventions par Diego MELCHIOR	26

CHAPITRE 2 : RÉOLUTION D'ORIENTATION

Présentation de la la résolution d'orientation par Géraldine CORNETTE	28
Débat n° 1 sur les amendements	30
Débat n° 2 sur les amendements	31
Débat n° 3 sur les amendements	33

CHAPITRE 3 : INVITÉS, PARTENAIRES ET CLÔTURE

Intervention de Laurent BERGER	38
Message adressé par Guy GOUYET et Jean-Pierre BOBICHON	40
Délégations européennes	41
Les partenaires présents	42
Intervention de clôture par Diego MELCHIOR	43
Des moments de convivialité	44

CHAPITRE 4 : VOTES ET ÉLECTIONS

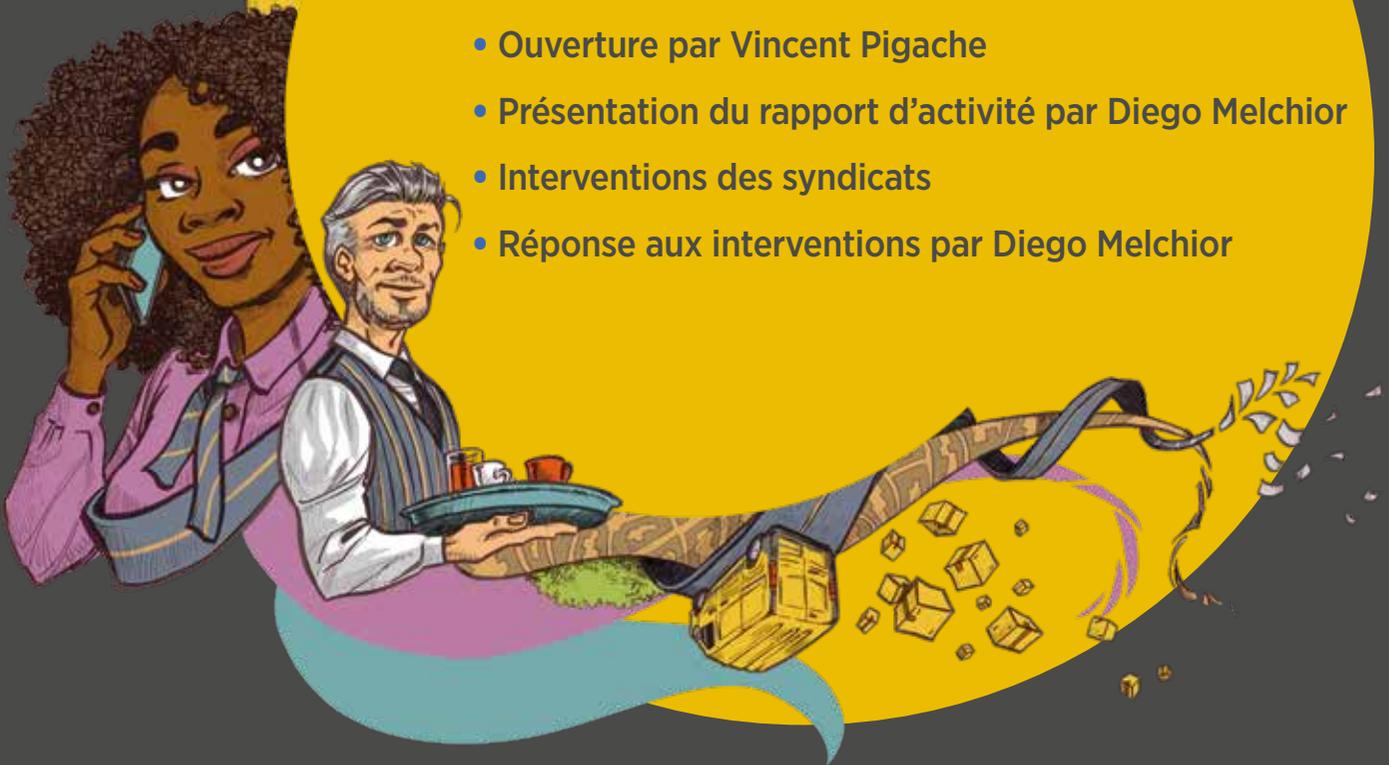
Vote du quitus	47
Vote de la résolution d'orientation	47
Élu-e-s au Bureau régional	48
Élection du secrétariat régional	50

CHAPITRE

1

RAPPORT D'ACTIVITÉ

- Ouverture par Vincent Pigache
- Présentation du rapport d'activité par Diego Melchior
- Interventions des syndicats
- Réponse aux interventions par Diego Melchior



Ouverture du congrès

Vincent Pigache

Je dois dire que je suis assez fier que ce congrès de passe sur le territoire de l'UTI de l'ouest Francilien, tant ce territoire est divers et avec quelques particularités et des disparités.

La CFDT est la première organisation des Hauts-de-Seine avec une différence majeure par rapport aux autres départements de l'Île-de-France : la CFE-CGC y est la seconde organisation syndicale devant la CGT, même si nous avons pris un peu d'avance sur la CGC lors de la dernière mesure d'audience de la représentativité.

Le département des Hauts-de-Seine concentre la plus grande partie de cadres en Île-de-France. C'est pour cette raison que nous devons, peut-être plus qu'ailleurs, être au plus près des cadres dans les entreprises et les administrations et avoir un discours adapté et en lien avec leurs préoccupations.



Même si mon impatience me laisse penser que les choses ne vont pas assez vite, je sais qu'elles évoluent sur cette question du développement chez les cadres.

Mais je ne dois pas non plus oublier, en tant que secrétaire général de l'Union territoriale interprofessionnelle, que nous sommes aussi la première organisation syndicale dans le Val-d'Oise. Un département différent des Hauts-de-Seine mais un département où la CFDT joue un rôle important auprès des salariés et où la proximité est également un enjeu d'avenir pour la syndicalisation.



Présentation du rapport d'activité

Diego Melchior

Nous devons être fiers du travail accompli et de la mobilisation de toute l'organisation en Île-de-France : responsables de l'interprofessionnel comme responsables des syndicats, militants d'entreprises et d'administrations et aussi nos adhérentes et adhérents qui renouvellent chaque mois leur confiance par leur cotisation. Car nous avons été à la hauteur des défis qui se posaient à nous.

Et cela, nous l'avons fait pour les salariés et les agents de notre région et aussi pour ceux qui avaient besoin de faire entendre leur voix : travailleurs indépendants, chômeurs, précaires, étudiants, personnes en situation de pauvreté, sans-papiers.

Nous l'avons aussi fait parce que nous croyons, tous ici, à la force du collectif, encore plus dans les périodes charnières, car rien n'est inéluctable : le syndicalisme que porte la CFDT, en plus d'agir encore et toujours pour la transformation sociale, apporte de la solidarité et en recrée là où elle s'effrite.



Notre syndicalisme, c'est aussi une force en mouvement, toujours vigilante, pour rappeler quand les lignes rouges sont franchies, intransigeante avec les valeurs qui font vivre la solidarité et la démocratie. Une force aussi au côté de ceux qui en ont le plus besoin.

C'est pourquoi, au nom de la CFDT Île-de-France, je vous dis dès à présent BRAVO. Bravo pour votre engagement sans faille au côté de l'interprofessionnel francilien durant ces quatre années.



[...] À l'issue de la troisième mesure d'audience électorale dans le privé consolidant les résultats des élections dans les TPE et dans les CSE, la CFDT a ainsi confirmé en Île-de-France sa première place.

La CFDT réalise un résultat de 25 % avec 404 547 voix. Forte de plus de 92 000 voix d'avance, la CFDT creuse l'écart avec la deuxième organisation syndicale, la CGT. Le résultat de la CFDT en Île-de-France contribue pour 50 % environ à l'écart en nombre de voix entre la CFDT et la CGT au plan national.

La CFDT est également première organisation syndicale dans sept départements sur huit en Île-de-France. Elle y réalise des résultats historiques comme en Seine-Saint-Denis et en Essonne en ravissant la première place à la CGT.

Elle creuse aussi l'écart dans les Hauts-de-Seine avec 4,5 points d'avance sur la CFE-CGC sur qui elle n'avait qu'un point d'avance en 2017. Ce score est à saluer et j'y vois aussi le résultat d'une stratégie adoptée, dès 2015, par la CFDT Île-de-France de prioriser les implantations, la syndicalisation des salariés des sièges sociaux et la proximité avec les cadres. Cette stratégie a été aussi celle de nombreuses équipes syndicales franciliennes.

En somme, tous ces très bons résultats sont le fruit du travail quotidien des militantes et militants CFDT et de la confiance que les salariés au sein des entreprises leur accordent. Je crois qu'ils méritent toutes et tous que notre congrès les applaudisse.

Alors encore bravo à eux ! On peut les applaudir.



Interventions des syndicats

Extraits

Mirella Déluge

SANTÉ SOCIAUX DE SEINE-SAINT-DENIS

Le soutien de l'Union régionale et des unions territoriales interprofessionnelles dans l'accompagnement de nos équipes syndicales a été essentiel pour faire remonter nos difficultés face à la crise sanitaire et cela a été l'occasion de consolider les liens entre la confédération et la fédération santé sociaux afin de mutualiser nos forces pour dénoncer une gestion catastrophique de notre système de santé.

Les salarié-es et agent-es de notre secteur ont dû affronter le Covid sans protection, tels des soldats sans bouclier (M. Macron parlait d'une guerre...). Certain-es sont tombé-es malades, d'autres ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions !

La reconnaissance en maladie professionnelle du Covid-19 reste encore un combat acharné mené d'arrache-pied par toute la CFDT. En effet, à moins d'avoir été sous oxygène, intubé/ventilé ou décédé, pas de reconnaissance...

L'Union régionale Île-de-France a su s'adapter aux difficultés engendrées par la crise en poursuivant ses mobilisations pour l'emploi (After Work, emploi des jeunes...) pour le logement (enquête), pour les transports et d'autres sujets.

L'enquête « Causons logement » a pu mettre en exergue les difficultés que nous rencontrons sur notre territoire pour recruter et fidéliser dans le secteur de la santé. D'ailleurs, une réflexion conjointe avec l'union



professionnelle régionale et l'agence régionale de santé sur la question du logement s'est opérée. Nous espérons qu'au long cours, nous aurons des solutions pérennes pour les travailleurs et travailleuses de la région Île-de-France.

Pascal Pedrak

HÔTELLERIE, TOURISME ET RESTAURATION

Quatre années bien compliquées, les ordonnances travail, les gilets jaunes, l'assurance chômage, les attentats, la réforme des retraites qui va revenir, et pour finir, une crise sanitaire et sociale mondiale dont nous ne sommes pas encore sortis.

La CFDT Île-de-France a œuvré pour faire de la CFDT sur son territoire la première organisation. Nous en sommes convaincus. Je ne vais pas vous énumérer tout ce qui a été fait pendant la mandature, vous le savez très bien et c'est détaillé dans le rapport d'activité. Mais on peut citer au hasard, la campagne TPE, la campagne fonctions publiques et bien sûr l'aide constante aux syndicats, avec entre autres pour notre syndicat, la participation à l'animation des inter-collectifs que HTR a organisés. L'Union régionale est une structure qui a évidemment besoin des syndicats et de ses militants pour agir. Je vous rassure, nous pensons à HTR que la réciproque est vraie et que nous avons besoin de l'URI pour former, informer et coordonner entre autres !

Coordonner, organiser, mutualiser, insuffler une dynamique territoriale, voilà bien pour nous l'essentiel. Que nous ont démontré ces 4 années passées et la lecture du projet de résolution ? On va passer sur la réforme de l'interpro qui traîne en longueur et quand je dis on va passer, c'est un peu faux car on va surtout y revenir tout le temps en fait. En filigrane ! La compétence politique des UTI et la compétence politique de l'URI, qui fait quoi ?



Catherine Lorquin

**SYNDICAT ÉNERGIE-CHIMIE
ÎLE-DE-FRANCE (SECIF)**

Durant la précédente mandature, le Secif a participé régulièrement aux actions de développement et de mise en visibilité organisées par l'interprofessionnel francilien, tels les divers rassemblements, manifestations dont la réforme des retraites forum de l'emploi, les Works Party, les marches des fiertés et les différentes campagnes liées aux élections, la dernière en date étant la campagne TPE. L'accès offert par les territoires sur les aspects de la vie sociale et politique de notre pays telle la rencontre avec les candidats à l'élection municipale, est à souligner.

Les informations envoyées par l'Union régionale sont relayées par le Secif vers nos sections et permettent à nos militants de se familiariser sur de nombreux sujets, de participer et de s'investir sur ceux qui leur tiennent à cœur, comme l'action sur le logement. Cette mandature aura été marquée par de nombreuses réformes dont pas la moindre aura été le CSE, autant dire que nos équipes étaient en demande d'information et se sont emparées du document



sur « CSE : 12 points de vigilance ». Pendant la crise sanitaire, entretenir le lien avec nos militants s'est avéré indispensable. Les supports fournis par l'URI ont participé à répondre aux questions posées par les travailleurs de nos branches pendant et à l'issue du premier confinement, aussi bien sur l'activité partielle que sur les modalités pour les télétravailleurs avec enfants, puis sur les protocoles sanitaires et la reprise d'activité.

Par ailleurs, les locaux de l'URI équipés d'un système de visioconférence ont permis au Secif de pouvoir rassembler une petite délégation en présentiel afin de participer au e-Congrès de notre fédération Chimie-Énergie (FCE).

Les liens avec l'Union régionale sont essentiels pour le Secif, les échanges indispensables, la mutualisation nécessaire.

Laurent Quintreau

BÉTOR-PUB

La question qui se pose du coup à l'ensemble de l'organisation est la suivante : comment trouver des ressources pour faire tourner ses syndicats à la hauteur de ces nouveaux enjeux mais aussi pour suivre nos militants et nos adhérents, toujours plus exigeants dans leur demande d'accompagnement ?

Quand je dis suivre, ce n'est pas faire à notre place, mais les aider à appréhender la complexité du monde économique et social, et trouver les réponses adaptées.

Si l'on jette un œil à l'international avec la création de la section syndicale chez Google dont les valeurs sont très proches de la CFDT (au départ pour répondre à des questions de harcèlement sexuel et de discriminations), nous constatons qu'il existe une part croissante de salariés qui partagent nos valeurs, notre sens de la solidarité et notre conception du politique (quand je dis politique, c'est au sens étymologique du terme de vie dans la cité où là encore il y aurait à dire

de la montée des haines, des violences et des radicalismes de tous poils).

Comment avec la généralisation du télétravail et des réunions à distance incarner un syndicalisme 2.0 ancré dans la vraie réalité de ses militants ? Comment le faire avec pertinence, au vu de la complexité des paramètres et des cascades de perturbations de plus en plus grandes auxquelles nous sommes tous soumis dans nos secteurs et dans nos vies ?



Gwenaël Luneau

ACTIF (ASSURANCE IDF)

Comme la plupart d'entre vous, nous avons dû nous adapter pour ne pas subir. Cela a été notamment possible avec l'aide de l'Union régionale Île-de-France. Nous avons mis en place un véritable travail collectif de soutien aux équipes syndicales. Cela s'est illustré lors de la prise en compte de la problématique sur le télétravail avec un partenaire, le Cabinet Callentis mais également des débats en Conseil dans lesquels Olivier Clément, secrétaire régional, est intervenu.

Puis nous avons « compilé » ce travail collectif jusqu'à la fin de l'année 2020 de façon à intégrer l'ANI et créer une « plateforme revendicative » sur le sujet. Ce travail de fond a permis d'aider nos sections syndicales à négocier des accords d'entreprise et les retours nous ont confortés sur la valeur ajoutée de cette plateforme revendicative faite par notre syndicat là où certains « fâcheux » se demandaient à quoi servait l'Actif !

Notre syndicat est également attaché au groupe de travail « Cadres » de l'Union régionale Île-de-France et nous espérons notamment poursuivre la réflexion et les actions sur le sujet des organisations syndicales corporatistes, sujet sensible dans notre secteur où la CFE-CGC, l'Unsa et autres organisations autonomes maison, sont nos principaux adversaires.

Nous avons déployé également, toujours avec l'aide de l'Union régionale, un « Qui fait quoi ? » et un travail est en cours sur un guide pour nos sections. Entre-temps nos réflexions nous ont conduits à la création d'une newsletter via nos deux responsables de communication à destination de nos mandatés « L'écho des DS » mais aussi, et c'était une vraie gageure, à

destination de nos adhérents. Même s'il reste beaucoup à faire, le process est enclenché et les équipes foisonnent d'idées, ce qui est bon signe !

L'enquête « Causons logement » a été également un levier lors de cette pandémie, pour laquelle notre syndicat a mobilisé plusieurs de ses sections sur ce sujet crucial du logement, véritable point noir en Île-de-France. C'est la raison pour laquelle nous avons consacré un de nos conseils à ce sujet avec le secrétaire régional en charge du sujet.

Claire Bonhomme

SGEN DE L'ACADÉMIE DE VERSAILLES



De bouleversements en bouleversements...

Un mandat qui ne ressemble à aucun autre ».

Le titre de l'introduction au rapport d'activité plante bien le décor et son architecture générale rend compte de la nécessité de s'adapter à la fois aux circonstances et aux évolutions du cadre législatif et syndical dans le monde de l'entreprise mais aussi dans la fonction publique (avec des points communs, et des différences).

Et ce n'est pas facile, cela met à rude épreuve les adh-



rentes et les adhérents et d'abord les militantes et les militants. Lutte contre les discriminations, contre les inégalités territoriales, actions en faveur du logement, d'une meilleure accessibilité, enjeu crucial de la transition environnementale... Nous retrouverons ainsi tous les enjeux sur lesquels s'engage la CFDT et qui font notre fierté d'y appartenir.

Les cycles de rencontres dans les UTI autour du Pacte du pouvoir de vivre paraissent loin déjà, une pandémie plus tard, mais leurs thématiques sont toujours bien, et plus encore, d'actualité. De sorte que ce rapport d'activité, qui porte sur le mandat écoulé, nous engage aussi vers l'avenir.

Merci aux équipes de l'URI qui ont porté et contribué aux actions riches et diverses qui sont compilées dans ce rapport d'activité.

Édouard Richard

SYNDICAT DE LA MÉTALLURGIE DU NORD ET L'EST DE SEINE

Le SYMNES intervient en son nom et est aussi mandaté par les syndicats SPAEF, Interco 92, Interco 94 et CFDT-IGN.

Les syndicats constatent tout d'abord plusieurs points positifs, tels que la mise en place de la gratuité pour la formation « Découverte de la CFDT » et le soutien logistique apporté à de nombreux syndicats demandeurs.

Cependant, malgré ces notes positives, nous sommes inquiets et opposés à l'orientation de l'organisation dans son fonctionnement interne. Nous, syndicats, ne comprenons pas :

- L'exercice de la démocratie à l'Union régionale, qui dès la sortie du 1^{er} confinement en juin 2020, a fait voter la suppression des délégations pour les syndicats qui avaient entre 100 et 200 adhérents, en se servant d'un vote d'un congrès Confédéral de 2001. Quelle légitimité, 19 ans plus tard et après un



débat sommaire en visioconférence ? Les empêcher de voter, c'est nier leur existence et c'est antidémocratique.

- La réforme de l'organisation par la transformation des UD, en supprimant leur poids politique et juridique pour le concentrer au niveau des UTI.

Cette réforme a abouti de fait à un éloignement de la proximité avec les adhérents, de par les fusions d'UD.

Emmanuel de Jonghe

INTERCO VAL-D'OISE

Jamais des bouleversements politiques, institutionnels, économiques, sociaux, sociétaux et syndicaux n'auront été aussi nombreux et importants. Des bouleversements qui nous obligent à transformer nos compétences et nos pratiques militantes tant ils nécessitent de compétences nouvelles et d'expertises aiguës.

C'est dans ce contexte que nous, syndicalistes CFDT, devons continuer, comme nous savons si bien le faire, à nous réinventer en permanence et à mutualiser nos connaissances, nos savoir-faire, bref à créer des passerelles qui doivent dépasser nos champs d'action respectifs, afin de travailler ensemble et réussir ensemble à demeurer le premier syndicat de France.



La transformation de la fonction publique est là, et nous devons être présents pour accompagner nos adhérents, nos collègues, à en comprendre les enjeux, les conséquences et parfois même les dangers.

Que ce soit du temps où j'étais secrétaire de section ou depuis que je suis secrétaire départemental d'Interco Val-d'Oise, à chacune de mes demandes d'accompagnements, l'URI a toujours répondu présente, en soutenant en lien avec le syndicat départemental des actions tel que Argenteuil Ville Orange, le Forum de l'emploi des jeunes et de l'apprentissage à Villiers-le-Bel ou encore par l'aide apportées aux sections du département (enquêtes flash sur le télétravail, formation des nouveaux responsables ainsi que la formation « Découverte de la CFDT » qui fédère nos adhérents autour de nos valeurs, formation financièrement prise en charge par l'Union régionale).

Dominique Vincent

**SYNDICAT DE L'ÉQUIPEMENT ET DE
L'ENVIRONNEMENT RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**

Le SEERIF est un syndicat de la FGTE, et est présent aujourd'hui grâce à un regroupement avec les syndicats CFDT de VNF, de CFDT Météo France et du SAOR, syndicat des sociétés d'autoroute. Le rapport d'activité qui nous est présenté, très complet au demeurant, illustre bien notre époque : on peut y retracer les actions que nous avons collectivement menées jusqu'à début 2020, et puis plus rien... Ou presque.

Nous-mêmes voulions renouveler des actions comme l'organisation d'événements, comme nous l'avions fait avec l'UTI de l'Ouest francilien début 2019. Je salue Vincent dont j'ai le regret d'apprendre le départ de l'UTI. Cette conférence 2019 était une première pour nous, pour promouvoir les positions affirmées de la CFDT en faveur de la protection de la planète et donc de la transition écologique. Grâce à ce présentiel, merci l'URI, le contact avec le successeur de Vincent a déjà été assuré à la pause.



Malheureusement nous n'avons pas pu mettre en œuvre ce projet qui devait concrétiser un engagement syndical au-delà de la protection stricto sensu des salariés ou des fonctionnaires, et qui inscrit la CFDT dans une dynamique sociale et sociétale affirmée, vecteur de sympathie pour nombre de nos concitoyens – et donc de nos électeurs. Nous avons pu deviner à travers nos participations à La Consult', que l'objectif de Laurent Berger est bien de persévérer dans cette voie et nous en sommes ravis.

Si la situation doit perdurer, les conditions de la campagne pour les élections fonctions publiques, qui va rythmer notre année 2022 comme l'a été 2018, vont être bien particulières. Il va falloir profondément repenser notre campagne car nos fonctionnaires sont en moyenne désormais à mi-temps en télétravail. Le « contact », au-delà de notre présence habituelle sur le terrain, et qui est la clé d'une campagne fructueuse, sera plus difficile à établir. Il faut nous réinventer. Nous sommes persuadés qu'avec le soutien de l'équipe de l'Union régionale Île-de-France, et bien sûr avec l'UFFA, nous allons relever le défi ensemble.

Viviane Ekoumé

**SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS
DES ORGANISMES DE FORMATION**

Le Synafor a toujours pu compter sur le soutien et l'accompagnement du secrétariat régional. En tant que membre du Bureau régional, je remercie Philippe Lengrand et Diego Melchior pour leur accueil, l'animation de ce collectif où règne un bon esprit.

L'interprofessionnel est pour nous un lieu de ressources pour accompagner le syndicat : formations syndicales très appréciées par nos adhérents et militants, proximité, publications du journal *Solidaires* et sur le site Internet, appui juridique...

Pour toutes ces raisons, le Synafor approuve le rapport d'activité qui nous a été présenté.



Gaëlle Doreau

**SYNDICAT DES PERSONNELS DES ADMINIS-
TRATIONS CENTRALES ÉCONOMIQUES
ET FINANCIÈRES FRANCILIENNES**

Au 1^{er} janvier 2023, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail seront supprimés et leurs compétences (mais pas le temps syndical prévu pour l'exercice de ce mandat) seront transférées aux comités techniques rebaptisés conseils sociaux d'administration. Il est donc essentiel pour nous de nous préparer à cette évolution.

L'Union régionale y a déjà contribué au cours de la mandature en proposant des journées d'information, en lien avec la CFDT Fonctions publiques, sur la loi de transformation de la Fonction publique.

L'introduction, par cette loi, de la possibilité d'ouvrir dans les fonctions publiques des négociations en vue de la conclusion d'accords majoritaires, nous fait également souhaiter échanger, à l'avenir, sous l'égide de l'union régionale et de la CFDT Fonctions publiques, avec des négociateurs CFDT du privé sur leurs pratiques. La formation à la pratique de la négociation proposée par l'Institut régional de formation fait également pleinement sens pour le secteur public.

Parce que former c'est préparer l'avenir, c'est inscrire des adhérents et des militants dans une dynamique qui participe à notre développement, la continuité des formations conçues et assurées par l'IREFE a constitué un enjeu majeur. La gageure de l'adaptation des formations en mode distanciel a été très largement relevée, merci aux équipes qui se sont mobilisées et auxquelles nous adressons en outre nos félicitations pour l'obtention de la certification Qualiopi qui par la reconnaissance de la qualité des formations dispensées contribue à la valorisation des compétences acquises dans le cadre de la formation syndicale.



Éric Chollet

SYNDICAT NATIONAL DES CHEMINOTS ET ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

Avec l'aide de l'Union régionale (et bien sûr de l'UTI concernée, l'Est Francilien), ce qui devait être une action purement professionnelle s'est transformée en distribution d'un tract annonçant l'information alors récente de la 1^{ère} place renforcée de la CFDT à la sortie du RER D à Stade de France Saint-Denis à partir de 7h30, avec la mise en place d'un barnum bien identifié CFDT et une sono à la hauteur !

Puis les militants CFDT Cheminots sont allés rencontrer leurs collègues dans les bureaux à partir de 10 h. Pourquoi le site de Saint-Denis ? C'est le lieu où siègent de nombreuses entreprises, dont SNCF sur 9 bâtiments. Avec une population essentiellement de cadres et avec du télétravail possible.

Ce choix CFDT Cheminots a aussi été fait parce que l'Unsa y est bien présente au regard de cette population particulière, étant première organisation syndicale parmi les cadres SNCF (nous sommes



seconds, mais avec la moitié de leur voix...) et seconde organisation syndicale à la SNCF.

En fait et pour rappel historique, l'Unsa (dénommée alors FMC : Fédération des Maîtrises et Cadres, ou aussi « Fais Ma Carrière »...) a pris notre place à la SNCF depuis les « épisodes historiques » de 1995 et surtout 2003... L'Unsa fait du mal à la CFDT, et pas qu'à la SNCF.

Et c'est donc avec grand plaisir que nous avons noté le changement de ton confédéral, via la voix de son secrétaire général, Laurent, lors du dernier conseil de l'URI : oui, l'Unsa doit rester à sa place et ne pas devenir la grenouille qui veut avaler le bœuf ! Ce travail interpro d'action sur site doit donc être renouvelé ! Une nouvelle action est déjà prévue le 29 septembre côté RER B, toujours à Saint-Denis. Il y en aura une également le 30 à La Défense où nous avons un site SNCF.

D'ailleurs la CFDT y est implantée puisque nous dirigeons le CSE de ce site (nous n'en avons que deux sur l'ensemble de l'entreprise). Merci donc à l'union régionale d'accompagner ces initiatives, d'une manière très pratique.

Mohamed Djerdoubi

**SYNDICAT FRANCILIEN DES AGENTS
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Les travaux entre le SFASS et l'Union régionale doivent être renforcés. Les mandats dans les conseils et les sections syndicales doivent échanger systématiquement. C'est une nécessité.

Sur un autre sujet, la mise en place du télétravail massif n'a pas été sans conséquence quant à l'isolement ressenti par de nombreux salariés et le travail syndical a été fortement perturbé.

Le développement syndical limité à la virtualisation durant cette période a montré ses limites en termes de promotion de la CFDT. Les méthodes alternatives avec des outils numériques adaptés pour rassembler les salariés deviennent une nécessité. La formation à ces outils est devenue incontournable, les syndicats ont besoin de l'IREFE pour s'en saisir.

Le télétravail, c'est bien, mais le logement c'est mieux. En effet, en Île-de-France, le coût de la vie et notamment celui du logement grève fortement le budget des salariés. Le logement est un enjeu majeur et les salariés rencontrent de grandes difficultés pour se loger, certains vivent dans des logements précaires ou sont sans domicile.

L'enquête « Causons logement » est une bonne initiative mais il faut rapidement proposer des revendications fortes. Le SFASS soutient l'idée d'un prime logement pour les zones A+ et A. Par ailleurs, les problèmes de fonctionnement d'Action Logement restent un problème majeur.



Annette Bon

UNION TERRITORIALE DES RETRAITÉS DES HAUTS-DE-SEINE

Les personnes âgées seront à l'avenir, de plus en plus nombreuses. C'est dès aujourd'hui qu'il faut penser et agir pour proposer une politique qui appréhende sur le long terme cette réalité, sans se défaire sur les générations à venir.

La crise sanitaire l'a confirmé, nous ne pouvons pas nous en tenir à l'existant. Depuis plusieurs années, rapports, études syndicales et autres se sont succédés (Libault, Vachey, Laforcade, El Khomri, Broussy, Guedj, etc.) : des propositions y sont faites pour prendre en charge collectivement le vieillissement de la population, de manière solidaire, en veillant à maintenir les liens sociaux. Il n'est plus possible de s'en tenir aux seuls proches aidants.

Nous réclamons avec force la loi sur la prise en charge de la perte d'autonomie et son inscription, plusieurs fois repoussée, à l'agenda du Parlement.

Ces thèmes ne sont pas présents par hasard, sous des formes différentes, dans le rapport d'activité et dans la résolution d'orientation. Ils correspondent aux orientations et valeurs de la CFDT. Au-delà de notre volonté de développement, nous avons l'ambition

de contribuer à la construction de la dimension territoriale du syndicalisme afin de prendre en compte les aspects multiples de la vie des travailleurs.

Soyez-en sûrs mes camarades, nous vieillirons ensemble ! C'est ce que nous pouvons nous souhaiter !

Frédéric Bafour

SYMÉTAL FRANCILIEN

Alors bien qu'elle fasse l'objet d'une grande partie du chapitre 3, la communication peut et doit s'améliorer car il ne nous semble pas normal que les actions régionales soient méconnues des syndicats. Cela ne facilite pas la remontée vers les sections et encore moins vers les publics concernés. La région fait des choses, elle doit le faire savoir !

Autre axe d'amélioration, à notre avis, les mandats et mandatés. Impossible ou presque de connaître de manière exhaustive l'ensemble des mandats existants sur le champ de l'URI et des UTI. À quoi servent-ils ? Qu'y apportons-nous ? Durée, conditions d'exercice, de renouvellement, de candidatures, tant de points mal connus : pourquoi participer, s'investir, quels retours attendus pour l'organisation ? Cette liste de questions pour montrer qu'il est difficile de transmettre une



envie d'investissement militant par méconnaissance des besoins, des moyens, des finalités.

Pour les mandatés, les connaître, savoir les joindre, connaître leur possibilité d'intervention, d'accompagnement, d'aide sur différents sujets serait aussi un véritable plus. Alors il y a bien eu une amélioration pendant la mandature mais une formation à destination des exécutifs de syndicats sur mandat, mandatés ou autrement dit « qui fait quoi et où » serait une véritable amélioration !

Une fois cela dit et comme l'a chanté le poète : « Poil dans la main, payé à rien foutre, regarder la poutre dans l'œil du voisin » mais n'omettons pas la paille dans le nôtre ou inversement, nous ne sommes pas non plus exempts de défauts dans notre participation à l'interprofessionnel francilien.

Mais est-il encore pertinent de participer à la vie d'une URI, de 3 UTI et de 5 UD ? Nous avons parfois le sentiment (et pas uniquement) que les UD servent à percevoir les subventions des départements, puis que les fonds remontent vers l'URI et que les UTI sont un peu les parents pauvres de notre organisation.

Cela est probablement dû à la jeunesse de nos unions territoriales et à la vieillesse de nos pratiques (merci à nos retraités et futurs retraités de ne pas me huer tout de suite) mais nous tenons à réaffirmer que la proximité, même si nous devons étoffer nos pratiques avec les moyens d'aujourd'hui, doit continuer à aussi se pratiquer par l'échange dans des lieux de rencontre vivants et dynamiques et pour cela il faut des moyens humains et matériels.

Frédéric Baurry-Sailly

SYNDICAT FRANCILIEN DES SERVICES À L'AGRICULTURE

Dans le cadre du rapport d'activité, le Syndicat francilien des services à l'agriculture tient à témoigner sur son investissement dans le dispositif ARC (Accompagnement, ressources, conseil), sujet qu'a rappelé Diego Melchior il y a peu. Une impulsion du congrès confédéral de Rennes !

Au sein de l'exécutif de notre syndicat, 2 militants ont déjà été formés, et au moins un nouveau le sera dans les 6 prochains mois.

Lors de la formation ARC, les parties « Ressources » et « Conseil » sont évidemment abordées, mais c'est bien la thématique de l'« Accompagnement » qui est prépondérante.

Certes, en tant que militants en responsabilités, nous faisons tous plus ou moins ce qui nous semble être des accompagnements.



Mais cette formation permet avant tout de professionnaliser une manière de faire, ainsi que de créer un collectif d'accompagnants qui se réunit ponctuellement pour échanger autour de problématiques, ou pour partager des bonnes pratiques.

L'accompagnement s'effectue au travers d'une co-construction d'un plan d'action avec la section sur une thématique précise, mais c'est aussi un moyen de créer du lien, de ne pas être isolé face à une difficulté.

Juan Antonio Gonzalez

BANQUES & SOCIÉTÉS FINANCIÈRES ÎDF

A lors, quels sont nos moyens d'action pour mieux négocier, mieux conseiller, mieux accompagner et représenter les salariés ?

Comme pour tous, ils ont forcément été limités par les ordonnances Macron mais aussi par les résultats des élections qui ont vu le SNB CFE-CGC devenir majoritaire lors des dernières élections.



Mais soyons francs et honnêtes avec nous-mêmes, c'est aussi chez nous qu'il convient de chercher les causes de cette évolution. Remise en cause tardive, non-utilisation des heures de délégation, absence de comptes à rendre et d'évaluations de l'action menée par chaque élu conduisant encore certains camarades à tondre leurs pelouses pendant que d'autres finissent rincés et épuisés, absence de hiérarchie permettant aussi de ne pas être inquiet et d'écarter toute remarque ou critique par un « t'es pas mon chef ».

C'est donc aux syndicats qu'il revient de proposer des formations, des actions de développement et d'organisation des sections syndicales. Et c'est là aussi que le bât blesse faute de moyens et de volonté quand nous voyons le faible taux de réponses et de participation que ce soit au « Multiplad Développement », à « Réponses à emporter » ou bien aux enquêtes sur le logement...

Certains pensent que la baisse du taux de syndicalisation est inéluctable du fait de la baisse des effectifs alors que nous pensons justement qu'au contraire jamais les salariés des banques n'ont autant eu besoin de nous que maintenant.

Noël Celati

UNION TERRITORIALE DES RETRAITÉS DU VAL-DE-MARNE

La CFDT, forte de ses ambitions de première organisation syndicale, porteuse de revendications sur l'ensemble de la société, voit ses moyens d'action et d'intervention diminués, suite, principalement, aux ordonnances gouvernementales. Cette situation nécessitera de nouveaux modes de fonctionnement, voire d'organisation. C'est un véritable défi que nous avons à relever, face aux objectifs affichés. Notre UTR, en lien avec l'Union régionale des retraités et l'interprofessionnel francilien s'y emploiera.



Maud Allard-Joly Arnold Mabungo

**SYNDICAT DU COMMERCE
INTERDÉPARTEMENTAL**

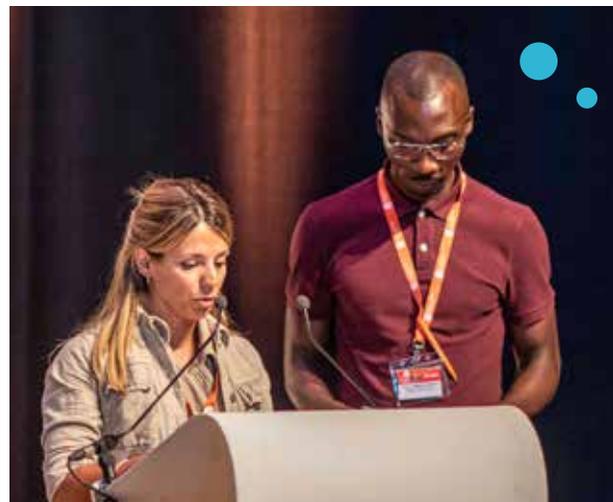
Nous ne citerons que quelques-unes des actions mises en œuvre par le S.i.co avant et pendant la crise sanitaire auxquelles l'Union régionale a été associée. La Work's Party organisée la veille du 1^{er} mai, reprise par l'URI en 2019, qui est un événement à destination des jeunes. La Work's Party a permis dans un cadre non conventionnel, de présenter la CFDT à un public de jeunes peu familiarisé avec le syndicalisme. Nous échangeons autour de stands informatifs et de sketches construits sur les sujets de luttes syndicales et de nos valeurs. Cette animation à destination des jeunes salariés franciliens se terminant par une soirée festive avec profusion de goodies CFDT. Nos dernières éditions ont réuni plus d'un millier de jeunes salariés chaque année, ce qui nous a permis de faire du développement syndical.

Dès le mois d'avril 2020, pendant le premier confinement, pour endiguer le climat anxieux et le flou juridique autour des mesures de sécurité à

De même, l'engagement dans le Pacte du pouvoir de vivre apparaît comme une nécessité.

Enfin, quelques mots sur la résolution d'orientation. La dernière mandature a vu la création des UTI. Nous étions sceptiques quant aux résultats escomptés. Nous avons surtout vu l'éloignement des lieux de décisions et une complexification de l'organisation. Nous y reviendrons lors de l'AG de l'UTI Sud Francilien d'octobre.

Pour ce qui est du syndicalisme de proximité, les engagements n'ont pas été tenus (voir entre autres l'article 5.2.1. de la résolution de 2017). Je peux déjà vous annoncer que la commission interprofessionnelle de l'UTR proposera à son Conseil de suivre les travaux qu'il est prévu de mettre en place dans le point 5 de la résolution « Une nouvelle ambition pour l'interprofessionnel francilien ». Ce sera pour nous un point de vigilance. Il n'y a là aucun procès d'intention. L'URI semble prendre à bras-le-corps le sujet, ce qui est de bon augure.



appliquer pour nos salariés du commerce de 1^{ère} ligne (à qui nous rendons hommage aujourd'hui, car au nom de l'intérêt général, ils ont été exposés par le travail à des risques de contagion, pour eux et leur famille), nous avons organisé de manière hebdomadaire, des rencontres virtuelles, animées par des experts tels que Maître Marc Robert pour le juridique ou l'économiste Frédéric Gardin sur les questions de consultations obligatoires ou encore le sociologue Christophe Bertossi sur les questions de Vivre Ensemble.

Ces animations, que nous continuons encore, ont permis à un moment où la présence du syndicat était essentielle, d'informer et de rassurer nos adhérents, mais aussi d'accompagner et de soutenir nos militants avec une veille juridique, actualisée au fil des décrets, et expliquée par des experts. L'Union régionale Île-de-France, invitée, y a assisté à plusieurs reprises.

Encore plus récemment, l'Union régionale Île-de-France a su marquer sa présence en se mobilisant avec nous, lors des actions à destination des salariés saisonniers et des jeunes que nous avons portées tout le mois d'août dernier avec le syndicat HTR IDF. Et pour cela nous remercions l'URI de s'être mobilisée à nos côtés.

Joseph Louis

SF3C POSTES FINANCES DISTRIBUTION

Dans un contexte difficile, l'Union régionale a su s'adapter pour répondre aux nombreuses sollicitations, maintenir le lien avec les équipes et faire vivre notre fonctionnement démocratique. Ce n'est pas rien ! Pour le SF3C, le bilan est donc globalement positif.

Il reste néanmoins à répondre à l'enjeu d'accompagnement de proximité que nous avons pointé lors du congrès de Paris. Ce chantier va être ouvert et nous y participerons avec un exécutif renouvelé.

En effet, notre congrès de novembre enregistrera les départs programmés de deux piliers : le Secrétaire général et le DOF. La transition s'opère tranquillement dans le cadre d'une politique des responsables qui doit se projeter et anticiper un fort renouvellement dans cinq ans.

Plus généralement, pour que le renouvellement générationnel qui est à l'œuvre dans toute la CFDT se fasse sans heurts, il faudra que l'accompagnement des équipes permette de compenser une culture d'organisation qui a tendance à s'éroder.

Là encore, l'interprofessionnel a un rôle décisif à jouer sur cet enjeu majeur. Mais l'URI Île-de-France a toujours montré son savoir-faire ! Alors pas de doute : mettons-nous à l'ouvrage !



Alaïs Barkate

SGEN ACADEMIE DE CRÉTEIL

Comme cela a été régulièrement porté par l'Union régionale depuis 4 ans, il ne peut y avoir de transition sans justice sociale. À ce titre, nous souhaitons exprimer notre inquiétude de voir les inégalités territoriales encore si fortes dans notre région. Loin de se résorber, elles semblent s'exacerber. Comment ne pas être révolté quand on voit comment les territoires précaires ont été les plus durement touchés par la crise du Covid, tant socialement que sanitaire ? Comment ne pas être révolté par la persistance et l'accroissement des inégalités scolaires, dès le plus jeune âge, entre les différents territoires de notre région ?

L'action de l'URI sur ces sujets, notamment à travers les forums de l'emploi organisés annuellement, mérite d'être saluée. Mais là aussi, tant reste à faire en particulier, dans notre champ professionnel : résorber la précarité d'une part, d'autre part infléchir les politiques nationales pour les rendre plus aptes à prendre en compte la fragilisation sociale des élèves

et des étudiants et étudiantes de nos territoires. Pour agir sur tous ces sujets, et sur bien d'autres, la question de la coordination entre l'URI et les syndicats se pose, alors que des progrès importants ont été faits en termes de mutualisation. L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver entre mutualisation, harmonisation et autonomie. Le risque de multiplier les outils ou les canaux est réel, et nous rejoignons ainsi les remarques de nos camarades de Versailles sur « Réponses à la carte ».

Il n'est de même pas toujours simple de concilier l'action au quotidien et les événements ou opérations de visibilité régionale. Nous ne doutons pas cependant que nous trouverons dans les prochaines années le juste équilibre et que nous pourrons compter, dans les tempêtes à venir, comme ce fut le cas dans les tempêtes passées, sur le soutien de l'URI CFDT Île-de-France.



Christophe Dewatine SPASAF-CFDT GROUPE AIR FRANCE

Le transport aérien fait partie des secteurs les plus impactés par la crise sanitaire et, avec lui, l'ensemble des professions liées au tourisme. Des milliers de salariés de notre région se retrouvent donc en extrême difficulté. Ils ont pu compter sur la CFDT, mais nous devons être vigilants à ne pas perdre le contact avec nos militants qui eux aussi ont été éloignés du monde du travail pendant plusieurs mois.

Pour notre secteur, la transition écologique est un enjeu majeur. Si les militants de la CFDT Groupe Air France sont tous citoyens de cette planète et conscients de l'urgence climatique pour les générations futures, nous ne nous laisserons pas pour autant enfermer dans un débat entre « aérien Bashing » et ses solutions simplistes et la tentation du Green Washing du patronat.

Chacun doit prendre conscience que le Groupe Air France KLM, c'est 350 000 emplois directs et indirects. Pour chaque emploi direct chez Air France, ce sont quatre emplois induits sur l'ensemble du territoire !

Il faut comprendre que les compagnies aériennes restent tributaires des évolutions technologiques des aéronefs et des carburants. Les salariés méritent un débat dépassionné tenant compte de l'urgence climatique et un travail accru sur les transformations prévisibles de leur emploi.



Martial Meziani SERVICES PUBLICS PARISIENS

Le SPP souhaite prioriser le développement avec pour objectif central le recrutement de jeunes et donc de futurs militants. Le renouvellement générationnel doit absolument être assuré sous peine d'un risque d'effondrement de la CFDT Île-de-France sur certains terrains.

Le point que le SPP souhaite améliorer prioritairement, conjointement avec l'URI et l'UTI est la préparation des audiences avec les politiques. Évidemment nous ne portons pas forcément les mêmes points de vue, défense de l'intérêt des usagers d'un côté, défense de l'intérêt des salariés pour nous.

Par exemple, les horaires de fin de service ne sont pas toujours justifiés mais surtout comme dans le privé, particulièrement pour les salariés parisiens résidants en grande couronne, la défense d'horaires de fin de service articulés avec des transports en commun qui assureraient une qualité de service sans faille est une priorité pour un syndicat comme le nôtre.

Nous travaillons bien avec l'URI. Comme nous sommes très exigeants, nous devons aller ensemble beaucoup plus loin pour être plus efficaces au profit de tous.



Denis Remond

CFDT RATP

Après les précédents PDG, dont la sinistre Elizabeth Borne, qui plaidaient « *ce n'est pas notre faute : ce sont des directives européennes* », nous avons maintenant une direction cynique, décontractée, qui dit explicitement « *ça ne vous convient pas ? Rien ne vous oblige à rester dans l'entreprise* ». Ainsi, la direction a récemment décidé de dénoncer l'accord relatif à la rémunération des agents de maîtrise et cadres, expliquant sans complexe que ces salariés coûtent trop cher !

Dans tous les secteurs de l'établissement, la direction pratique la mise en déséquilibre permanent des salarié-es : restructurations incessantes, transformations des locaux de travail, modifications des règles internes : il faut que les salarié-es se sentent fragilisés pour qu'ils et elles deviennent dociles et malléables. Dans ce contexte délétère, le syndicat des Personnels RATP CFDT s'appuie sur les structures CFDT : il profite du soutien fort de la FGTE et de l'URI Île-de-France. Merci à elles !



Jean Garcia

SNAPAC

Nous avons besoin les uns des autres et nous aimerions créer une dynamique avec vous toutes et tous, afin de faire avancer nos idées pour la Culture en Île-de-France et montrer qu'il existe une alternative à la Lutte « musclée » dans le pays de l'exception culturelle !

La culture est un enjeu de société que l'URI doit mieux prendre en compte, nous devons tisser des liens avec les collectivités territoriales pour répondre aux enjeux de demain tant sur le plan social que sociétal, sur le numérique, sur les tiers lieux, etc. !

L'après Covid nous inquiète pour le maintien de l'emploi dans un secteur dénommé non essentiel par le gouvernement.



Réponse aux interventions

Diego Melchior

Merci à chacun d'entre vous pour vos interventions d'hier. Elles étaient riches et reflètent bien la réalité de notre organisation.

Vingt-cinq syndicats issus de presque tous les champs professionnels sont intervenus sur le rapport d'activité de la CFDT Île-de-France.

Vous êtes nombreux à être revenus sur le plaisir partagé de se retrouver ensemble. Plusieurs d'entre vous m'ont également indiqué être heureux de rencontrer à nouveau, par exemple, un camarade d'un autre champ professionnel perdu de vue depuis plusieurs mois ou bien encore de pouvoir à nouveau s'immerger dans les débats qui font la richesse de l'interprofessionnel.

Par ailleurs, faire un congrès en présentiel, c'est aussi donner plus de place aux débats qui ont pu se prolonger pendant les pauses.

Vos interventions ont montré tout l'attachement que vous portez à l'interprofessionnel.

Bon nombre d'entre elles ont été extrêmement précises et concrètes en mettant en avant initiatives, actions, événements, outils réalisés par l'interprofessionnel. Vous avez également souligné les sujets à approfondir. Il nous faudra aussi sûrement œuvrer, comme l'a constaté Frédéric du Symétal, à mieux faire connaître et surtout mieux valoriser toute cette activité auprès des équipes comme auprès des travailleurs.

À chaque fois aussi dans vos interventions, vous avez fait le lien avec le vécu des travailleurs et des équipes syndicales de vos champs professionnels. C'est

important car cela prouve bien que le syndicalisme que nous incarnons s'ancre dans la réalité du monde du travail.

Et enfin, comme l'a très justement rappelé Gaëlle du SPACEFF, le rapport d'activité sur lequel vous êtes intervenus est aussi le reflet des femmes et des hommes qui se sont engagés durant toutes ces années. Ce sont eux, avant tout, qui font la force de notre Union régionale.

Adaptabilité, réactivité, visibilité autant de mots qui ont été prononcés hier au sujet de la CFDT Île-de-France face aux bouleversements auxquels nous avons été confrontés et que certains d'entre vous ont rappelés.

J'ajouterai aussi que c'est par des liens nourris et des contacts fréquents entre syndicats et Union régionale, fondés sur une confiance réciproque, que nous avons pu atteindre collectivement des objectifs importants.



CHAPITRE | 2

RÉSOLUTION D'ORIENTATION

- Présentation de la résolution d'orientation par Géraldine Cornette
- Débat n°1 sur les amendements
- Débat n°2 sur les amendements
- Débat n°3 sur les amendements



Présentation de la résolution d'orientation

Une CFDT Île-de-France au service des travailleurs et des habitants

Géraldine Cornette

Au cœur de la prochaine mandature, nous devons traiter l'enjeu écologique. La BDES s'est transformée en base de données économiques, sociales et environnementales. Les consultations du comité social et économique (CSE) vont prendre cette dimension écologique.

Les conséquences environnementales devront être prises en compte lors des trois grandes consultations autour de l'orientation stratégique, la situation économique et financière, et la politique sociale, et dans toutes les décisions de l'entreprise.

Les modes de production, de distribution et de consommation, sont à repenser. Les modèles économiques et sociétaux doivent changer pour réduire l'impact humain sur l'environnement.

Il y aura par conséquent une modification des métiers, des compétences, des emplois et des filières qui s'accroîtra dans les prochaines années. Il faudra alors accompagner les équipes. Nous devons anticiper ces transformations des filières afin de créer de nouveaux emplois de qualité et qui répondent aux exigences sociales et écologiques. Là encore, la formation professionnelle et la responsabilité des employeurs sur le plan de compétences sont très importantes.[...]

Les citoyens et travailleurs franciliens aspirent aussi à pouvoir faire leurs propres choix et demandent de plus en plus à participer aux réflexions sur l'évolution des biens communs.

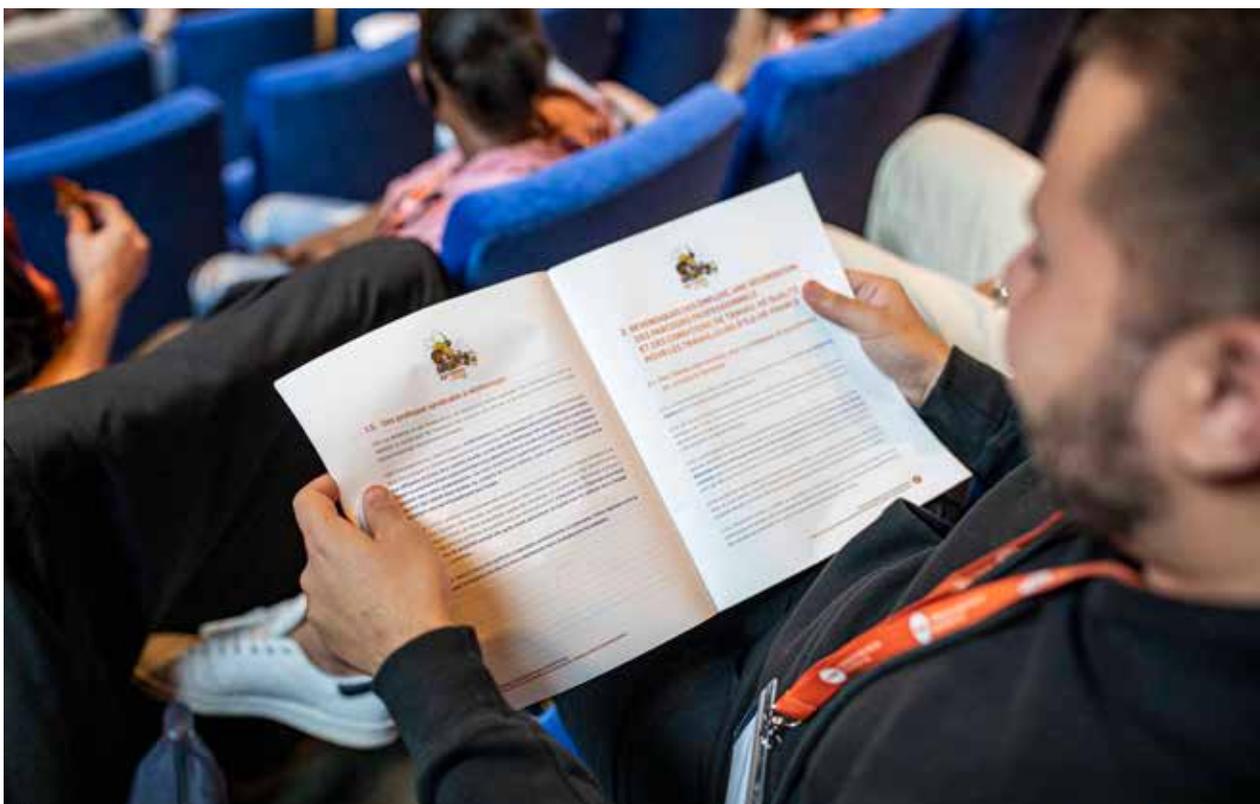
Ils veulent contribuer à la prise de décision, donner leur avis que ce soit dans leur entreprise sur leur travail, leur parcours professionnel ou encore en ce qui concerne leur territoire. C'est un défi pour la préservation de la démocratie.



Il ne faudrait pas que le manque de débats et de dialogue social fragmentent la société en communautés ou groupes sociaux, et réduise la perspective d'un projet collectif.

L'émancipation est dans notre ADN, nous savons que c'est en proximité des travailleurs et des citoyens que nous pouvons expliquer, mettre à disposition nos connaissances et mettre en évidence les enjeux et les revendications défendues. Pour cela, la CFDT Île-de-France accompagnera les équipes pour que le dialogue social dans les entreprises, sur les territoires, et la démocratie soient ancrés dans le réel.

Il faut que les employeurs entendent que le dialogue social participe à la performance de l'entreprise ou de l'administration. Des informations ainsi qu'un état des lieux et un diagnostic partagés sur les perspectives avec les élus et les mandatés permettront de trouver les meilleures solutions pour l'entreprise.



Débat n° 1 sur les amendements

SYNDICAT DE L'ÉCOLOGIE ET DE L'ÉQUIPEMENT RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (SEERIF)

AJOUT D'UN ARTICLE

2.2.5. Les administrations d'État, territoriales et hospitalières sont soumises à de constantes réformes et réductions budgétaires réduisant les carrières et évolutions professionnelles sur fond de perte constante de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

L'interprofessionnel appuiera les équipes syndicales, en particulier dans le contexte de mise en place des CSA à compter de 2022, ainsi que dans la négociation d'accords à tous les échelons administratifs.



INTERVENTION POUR L'AMENDEMENT

DOMINIQUE VINCENT (SEERIF)

La récente loi de transformation de la fonction publique instaure de nouvelles modalités pour mener le dialogue social, par le passage des CT et CHSCT aux CSA et formations spécialisées hygiène et sécurité, et par-delà le changement de désignation des instances, une homogénéisation des instances dans la fonction publique avec celles du privé, les CSA devenant les pendants publics des CSE.

Les instances représentatives que sont les commissions administratives paritaires dans lesquelles la CFDT pouvait s'assurer de l'équité de traitement entre les agents ont perdu les compétences sur les promotions et les mutations, ouvrant en grand la porte aux petits arrangements et grandes injustices.

Tout l'enjeu pour nos militants, pour nos représentants, pour nos élus, est d'appréhender les nouvelles

marges de manœuvre liées à ce nouveau contrat social dans la fonction publique, qui passe aussi par la formation notamment juridique, objet d'un autre de nos amendements d'ores et déjà intégré par la commission des amendements.

Nous avons évoqué la pluralité des fédérations de rattachement de nos militants, dans l'organisation de la CFDT. Le niveau régional, interprofessionnel, est le lieu par excellence à la fois de mutualisation des compétences fédérales, et de proximité pour nos militants.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons proposé cet amendement qui est soumis à votre approbation aujourd'hui, dans le cadre régional et interprofessionnel.

**INTERVENTION DU RAPPORTEUR
DU BUREAU RÉGIONAL**

MICHÈLE BERRADA

À la veille des élections professionnelles dans la Fonction publique en décembre 2022, nous devons être à l'écoute des besoins des syndicats des trois versants de la fonction publique et leur apporter notre soutien et notre appui.

Il y va de notre progression lors de ces élections mais aussi du maintien de la CFDT en tant que première organisation syndicale et bien sûr également de notre progression en nombre d'adhérents.

Résultat du vote : Pour : 98,41% - amendement adopté.



Débat n° 2 sur les amendements

SYNDICAT DE L'HÔTELLERIE TOURISME RESTAURATION ÎLE-DE-FRANCE (HTR)

AJOUT D'UN ARTICLE

3.8.4.bis. Beaucoup de travailleurs franciliens sont en horaires décalés et non pas ou peu accès aux transports collectifs, un certain nombre sont des travailleurs précaires n'ayant pas les moyens financiers de changer de véhicules même avec les aides de l'état ou des collectivités.

Il faut développer des lieux de stationnements permettant de mixer les formes de transports et prévoir des aides supplémentaires pour les transitions écologiques ou prévoir des dérogations professionnelles.



INTERVENTION POUR L'AMENDEMENT

PASCAL PEDRAK (HTR)

Le principal enjeu est l'aménagement du territoire et le renforcement des transports publics bien sûr, mais cela ne fait pas tout. Les salariés des HCR, des santé-sociaux, de la propreté et de bien d'autres secteurs comme les commerces dans les zones touristiques internationales sont en horaires décalés. [...] Les aides aux entreprises, c'est très bien, mais

les aides aux salariés avec des faibles revenus et les plus précaires, c'est pas mal non plus. Il ne faut pas oublier tous les salariés majoritairement des services mais pas que ! Qui nous servent au restaurant, qui surveillent les entrepôts où on a commandé la toute nouvelle télévision 4k, qui font le ménage avant que nos bureaux ouvrent, qui rangent les micros du super concert que l'on a été voir, etc.

INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT

FRÉDÉRIC BAFOUR **(MÉTALLURGIE DU SUD FRANCILIEN)**

J'aimerais bien aussi qu'il y ait des parkings. Néanmoins, j'aimerais bien aussi qu'il y ait des logements sociaux. Et si on vient prendre du foncier – il n'y en a déjà pas beaucoup en Île-de-France – pour mettre des parkings, où vais-je mettre les HLM, les habitations à loyer intermédiaire et tous ces logements. Alors bien sûr vous pourrez me dire : en sous-sol, à l'étage à côté. Mais aujourd'hui si vous regardez bien les constructions, les normes sont une place et demie par habitant. Il n'y a déjà pas assez de place dans ces parkings pour les habitants, où va-t-on mettre celles des gens qui vont au travail.

Dans une période de transition, faut-il vraiment pousser à l'utilisation du véhicule, essence ou diesel, polluant, ou faut-il privilégier des moyens plus doux et insister davantage sur l'usage de mobilités autres que les véhicules thermiques, et comment les encourager. C'est pour cela que je monte en contre. Je vais terminer très vite parce que, vous l'aurez bien compris, je ne suis absolument pas convaincu par le contre ! Je vous invite à voter vraiment pour ! Et le Symetal avait prévu de soutenir cet amendement. Il est bien entendu impossible de tenir un discours en contre sur un tel amendement.



INTERVENTION DU RAPPORTEUR DU BUREAU RÉGIONAL

OLIVIER CLÉMENT

L'amendement n° 2 présenté par le syndicat HTR vient renforcer toutes ces questions revendicatives portées par la CFDT. Il interroge directement sur la trilogie transport/logement/aménagement du territoire pour mieux faciliter l'accès à l'emploi, ou encore délester d'un trop long parcours celles et ceux qui travaillent en horaires décalés, de nuit et de surcroît éloigner de leur domicile.

Notons également que l'accès à une transition écologique durable passe par l'utilisation de moyens de locomotion plus verts. À ce sujet, les aides de l'État, servant à accompagner les citoyens dans l'achat d'automobile propre, concernent une seule partie de la population de travailleurs et en oublient celles et ceux qui occupent des postes subalternes maigrement rémunérés, et donc les laissant dans l'impossibilité pécuniaire d'investir dans des mobilités individuelles écologiques et éthiques.

Résultat du vote : Pour : 94,77% - amendement adopté.



Débat n° 3 sur les amendements

SYNDICAT DE LA MÉTALLURGIE DU NORD ET DE L'EST DE SEINE (SYMNES)

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL CFDT INTERCO DU VAL-DE-MARNE

Amendements du Syndicat de la Métallurgie Nord et Est de Seine (Symnes) et du Syndicat départemental CFDT Interco Val-de-Marne

SUPPRESSION D'UNE PARTIE D'UN ARTICLE

4.1. Suppression.

Amendement du Syndicat de la Métallurgie Nord et Est de Seine (Symnes)

RÉÉCRITURE D'UN ARTICLE

4.1.3. Pas de proposition de réécriture.

Amendement du Syndicat départemental CFDT Interco Val-de-Marne

MODIFICATION D'UN ARTICLE

4.1.3. Modifier les trois dernières phrases du paragraphe comme suit :

C'est pourquoi la stratégie de la CFDT Île-de-France doit être de renforcer ses propositions d'accompagnement aux syndicats, pour les aider à récolter des contacts, en vue de trouver et de fidéliser de nouveaux adhérents. Elle pourra par ailleurs poursuivre la mise en place ponctuelle de points d'accueil alternatifs, pour proposer l'adhésion à des travailleurs qui ne sont en contact avec aucun syndicat.

Amendements du Syndicat de la Métallurgie Nord et Est de Seine (Symnes) et du Syndicat départemental CFDT Interco Val-de-Marne

SUPPRESSION D'UN ARTICLE

4.1.4. Suppression de l'article.

Six amendements, émanant de 2 syndicats, composent ce débat qui porte sur 3 articles.

INTERVENTION POUR LES AMENDEMENTS

GRÉGOIRE BAGOT

SYNDICAT INTERCO VAL-DE-MARNE

Nous partageons pleinement les objectifs confédéraux visant à augmenter le nombre des adhérents CFDT et nous ne doutons aucunement des bonnes intentions qui animent les permanents de l'Union régionale, mais ne court-on pas le risque de créer des projets parallèles puis de solliciter les syndicats et leurs équipes pour contribuer à les mettre en œuvre, alors que ceux-ci ont déjà leurs propres projets à mener et que, quand bien même ils n'en auraient pas, leur vocation est justement d'en élaborer et de les mener à bien, en lien direct avec les attentes de leurs adhérents - et ceci avec l'aide de leur fédération ou de leur URI.



À notre avis, les structures interprofessionnelles doivent servir à aider et à renforcer les syndicats dans leurs actions, ce en quoi elles sont indispensables, mais elles ne doivent pas décider de la nature et des modalités de ces actions. Précisons cependant que nos syndicats contribuent par ailleurs à l'activité de l'URI, en assumant certains mandats et en participant à des opérations ponctuelles telles que les campagnes des élections TPE.

Pour aller plus loin dans notre réflexion (et faire un peu de syndicalismo-fiction) il serait tout à fait envisageable d'imaginer pour la CFDT une forme d'organisation plus centralisatrice, plus directive, intervenant plus directement dans la gestion et le suivi des adhérents, une structure dont les syndicats seraient les courroies de transmission ; mais dans ce cas il faudrait poser clairement le débat sur la table et cela remettrait en cause une partie de notre ADN. Serait-ce plus démocratique ou moins démocratique ?



INTERVENTION CONTRE LES AMENDEMENTS

EMMANUEL BOLUSSET

Syndicat francilien des services à l'agriculture

Le SFSA partage l'objectif de +10% d'adhérents à l'horizon de 2025 que se fixe l'Union régionale interprofessionnelle d'Île-de-France.

Notre organisation est solidaire en interne, car entre champs professionnel, entre structures s'instaure des coopérations bénéfiques pour tous. Il est important de continuer en ce sens.

Pour appuyer notre stratégie, l'outil de gestion de contacts et de la relation avec nos adhérents appelé CRM : Customer Relationship Management, nous permettra de construire une base de données des contacts et aussi de répondre aux attentes des adhérents.

Cela pourra enrichir et renforcer l'offre de service de la CFDT et aussi booster le développement en proposant l'adhésion à des personnes qui auront été capables de nous contacter et a qui, peut-être, nous n'aurions sans doute jamais pu proposer l'adhésion. Le but de ce CRM n'est pas de retirer un adhérent à son syndicat, mais plutôt d'épauler le syndicat pour répondre à une problématique ou apporter une solution.



**INTERVENTION DU RAPPORTEUR
DU BUREAU RÉGIONAL**

NADIA BOSCH

Lorsque nous parlons de développement syndical, nous parlons donc bien évidemment de l'adhésion mais aussi de la fidélisation. Pour la CFDT c'est indissociable.

Faire de la fidélisation, c'est s'engager auprès de l'adhérent afin d'assurer un lien qui se renforcera au fil du temps. Pour ce faire, plusieurs initiatives ont déjà été prises comme par exemple, les « accueils nouveaux adhérents », la formation « découverte de la CFDT » prise en charge par l'Union régionale et les UTI, » ou encore le service « Réponses à la carte ».

Il est aussi important que ce travail de fidélisation soit mis en place pour que l'adhérent s'identifie et se reconnaisse dans notre organisation. Et ce travail doit se faire sur le long terme, en lien avec les syndicats. Il ne s'agit pas juste de faire adhérer, puis de s'occuper de l'adhérent le 1er mois pour relâcher tout contact par la suite. N'attendons pas le départ des adhérents pour les contacter à nouveaux.

Par ailleurs l'adhésion des travailleurs qui ne sont pas au contact de sections syndicales, faute d'implantation, est un enjeu. C'est pourquoi la CFDT Île-de-



France va à leur rencontre en proximité au travers des Journées orange, des opérations « Réponses à emporter », etc.

Notre organisation est solidaire en interne, car entre champs professionnels, entre structures s'instaure des coopérations bénéfiques pour tous. Il est important de continuer en ce sens.

Résultat du vote :
Pour : 52,96% - amendements adoptés.





**Faisons
le point sur
l'avenir dès
aujourd'hui**

**Votre conseiller
Macif vous
accompagne
pour répondre
à vos besoins**

**Prenez rendez-vous en agence
avec un conseiller Macif pour faire
un bilan complet de votre situation actuelle.**



Essentiel pour moi

Crédit photo : Florian Küttler / Westend61 / GraphicObsession

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

CHAPITRE | 3

INVITÉ·E-S, PARTENAIRES ET CLÔTURE

- Intervention de Laurent Berger
- Message de Guy Gouyet et Jean-Pierre Bobichon
- Délégations européennes
- Les partenaires présents
- Intervention de clôture



Intervention de Laurent Berger

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CFDT

Extraits

Pour renforcer la CFDT, investissons tous les espaces de syndicalisme pour, comme nous avons coutume de dire, marcher sur nos deux jambes. C'est cette interaction entre le pro et le territorial qui nous a, durant cette crise sanitaire, permis de comprendre ce qu'il se passait et d'agir efficacement. Beaucoup des défis que je viens d'évoquer - apporter des réponses concrètes aux travailleurs, monter en puissance sur la formation et sur l'évolution professionnelles, accélérer la transition écologique ou revitaliser notre démocratie - beaucoup de ces défis reposent sur une logique territoriale. Nous avons besoin d'une CFDT des territoires.

Et je dis la même chose dans les fédérations. La CFDT a besoin d'un interprofessionnel fort et donc de l'investissement des syndicats. Nous aurons un jour besoin de repenser les moyens de l'interprofessionnel qui sont sans doute insuffisants mais dans tous les cas, les syndicats devront jouer le jeu. J'en profite pour saluer les camarades qui, dans les territoires, les UTI d'Île-de-France, passent du temps à faire vivre notre syndicalisme. Je sais que vous faites un gros boulot.

[...] Et bien sûr, cette année sera marquée par les élections présidentielles et législatives. Dans cette campagne, la CFDT doit rester fidèle à elle-même. Nous resterons engagés contre la haine véhiculée par l'extrême droite. La CFDT ne se pliera pas à cette banalisation rampante des discours haineux. Nous



les dénoncerons dès que ce sera possible. Nous ne nous laisserons pas non plus happer par les thématiques extrêmes et poserons au contraire dans le débat public les sujets qui intéressent vraiment les travailleurs.

La CFDT restera indépendante des partis politiques, mais indépendante ne veut pas dire que nous serons muets : nous nous donnerons les moyens d'intervenir sur toutes les questions liées au travail, notre cœur de métier syndical, mais aussi sur les sujets sociétaux avec les 65 organisations alliées du Pacte du pouvoir de vivre.

Que d'enjeux mes camarades ! Nous allons vivre une année particulière, en interne comme sur les lieux de travail et sur les territoires, mais je crois que nous y sommes préparés. Nous avons conscience des défis qui se posent à nous et notre projet de société est clair. Nous avons la confiance des travailleurs et surtout nous sommes des milliers de militants et militantes partout sur les territoires et dans les branches, dans les entreprises et dans les administrations à nous mobiliser dans le même sens.

Pour relever ces défis, je sais que la CFDT pourra compter sur le rôle moteur de l'Union régionale Île-de-France. Forte en nombre d'adhérents, exigeante et en phase avec le reste de la CFDT, l'Union régionale Île-de-France sera un atout pour toute notre organisation.



Message adressé par Guy Gouyet et Jean-Pierre Bobichon

ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE LA CFDT ÎLE-DE-FRANCE

Malheureusement, nous ne pourrons pas répondre physiquement à votre invitation, non par désintérêt, bien au contraire, toujours adhérents à jour de nos cotisations après de nos UTR respectives, mais pour grosses difficultés de mobilités pour ce que qui concerne Jean-Pierre Bobichon et pour des problèmes de santé pour l'épouse de Guy Gouyet.

C'est la première fois que se tient le congrès régional alors que la CFDT maintient son rang de première

organisation syndicale de notre région. Nous l'avons rêvé, vous l'avez concrétisé BRAVO !!!!! à tous et toutes, à poursuivre bien sûr.

Notre congrès s'ouvre le jour où débute le procès des tragédies du 13 novembre 2015 qui a beaucoup marqué en particulier les Franciliennes et Franciliens.

Ayons de grosses pensées solidaires pour cette population meurtrie à jamais.



Délégations européennes

DIANA AGOSTINELLO

CGIL de la région de Rome et Latium au nom de la Conférence syndicale des régions capitales (Ectun) et des organisations syndicales présentes au congrès

La 20^e Conférence du réseau des syndicats des capitales européennes Ectun a eu lieu les 23 et 24 février 2021 en visioconférence.

Nous avons eu des échanges sur la dimension européenne de la crise et les conséquences pour les travailleurs européens. Nous avons réfléchi aux défis pour cette période exceptionnelle.

Nous avons analysé les effets de la crise sanitaire et socio-économique sur les travailleurs femmes et hommes dans toute l'Europe, la nécessité d'un modèle économique durable construit sur la justice sociale, avec des

systèmes de protection sociale plus forts ; une transition vers une économie plus verte et la nécessité pour les partenaires sociaux, en particulier les syndicats, de jouer un rôle central dans les plans de relance de chaque État et dans ceux de nos régions capitales. Le droit à la déconnexion, à la santé et la sécurité pour ceux qui travaillent à distance, de nouvelles lois et plus de négociation collective, sont entre nos priorités.



FRANÇOIS MARY

Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC) de Mons-la-Louvière

Je suis venu de Mons. À peine une heure de train nous sépare. J'ai eu le plaisir de découvrir nos petites différences de vocabulaires. Je vous propose un petit cours de langue syndicale belge une fois. Deux fois ce serait trop long pour respecter le temps imparti !

Vous avez des Unions territoriales interprofessionnelles, nous les appelons fédérations régionales.

Vous avez des fédérations syndicales, nous les appelons centrales professionnelles. Le point commun, c'est qu'au supermarché, ces mots sont souvent inconnus pour Monsieur et Madame tout le monde.

Le rôle pédagogique de nos organisations reste essentiel pour expliquer notre rôle démocratique.

Dans votre organisation, vous avez le groupe des retraités, nous les appelons seniors. Deux termes différents derrière lesquels se trouvent des militants passionnés.

Au niveau de la formation, vous avez l'IREFE, nous avons la FEC, la formation éducation et culture. L'éducation vient de la racine latine educere « conduire hors de », amener chaque militant à se dépasser est notre but commun.

En Belgique et en France, nous avons des partis d'extrême droite. Je ne vais pas les nommer, les ennemis de la démocratie sont déjà assez bruyants. Notre rôle est de combattre leurs idées simplistes dans un monde complexe. Mobiliser nos militants, sensibiliser nos affiliés est essentiel.

C'est grâce à notre travail de proximité sur le terrain que nous y arriverons.

Les partenaires présents

Un congrès est un lieu d'échange et de débat mais il permet également aux congressistes de rencontrer sur un emplacement dédié des partenaires de la CFDT Île-de-France. Au nombre de 25, les partenaires ont pu échanger avec les congressistes pendant ces deux jours et leur proposer leurs prestations et services. Ceux-ci ont apprécié l'accueil et les moments conviviaux avec les participants.

- ACTION LOGEMENT
- AÉSIO MUTUELLE
- AVEC, le réseau des avocats partenaires de la CFDT
- AXA SANTÉ ET COLLECTIVITÉS
- CALLENTIS • CATALYS • CEP PARITAIRE
- CEZAM ÎLE-DE-FRANCE • COMITÉO
- ETHIX • GROUPE UP • JEANNETTE 1850
- KLÉSIA • MACIF • MALAKOFF HUMANIS
- PRÉFON • SYNDEX
- TRANSITIONS PRO ÎLE-DE-FRANCE
- LE GROUPE VYV
- WONDERBOX

Les stands de la CFDT étaient également présents pour présenter les outils, documents et formations conçus pour les équipes syndicales :

- CFDT ÎLE-DE-FRANCE • IREFE
- CFDT CONFÉDÉRATION (CNAS, SCPVC, CFDT PRODUCTIONS) • CFDT CADRES
- UNION RÉGIONALE DES RETRAITÉS DE L'ÎLE-DE-FRANCE
- UNION-INDÉPENDANTS



Intervention de clôture

Diego Melchior

Nous avons eu à cœur pendant ces deux jours de montrer une CFDT Île-de-France forte, ancrée dans le réel, lucide sur la situation actuelle du monde du travail et en ordre de marche pour relever les défis qui nous attendent. Les votes sur le rapport d'activité et la résolution en sont la traduction comme la présence importante et impliquée durant ces deux jours de 72 syndicats avec plus de 28 délégués représentant près de 100 000 adhérents.

Un congrès, c'est aussi pour l'Union régionale près d'une année complète de travail pour préparer un tel évènement.

Je tiens à remercier l'exécutif régional qui s'est pleinement investi à mes côtés dans la préparation de ce congrès et bien sûr l'ensemble de l'équipe régionale, permanents et personnels administratifs. Je souhaiterais aussi remercier les équipes des UTI qui nous ont apporté un appui pendant ces deux

jours. Tous ont œuvré avec professionnalisme et engagement pour faire de ce congrès une réussite. Je crois qu'on peut les applaudir.

Merci également à l'équipe du Beffroi et à l'ensemble des salariés des entreprises prestataires.

Bravo, donc, à toutes et à tous pour votre implication et votre participation.

Un congrès régional, c'est enfin une étape importante qui fait le lien entre l'aboutissement de quatre années de travail et l'avenir, avec de nouvelles ambitions pour la CFDT Île-de-France sur les quatre prochaines années.

Nous aurons du pain sur la planche dans les mois, les années à venir, c'est certain. Mais soyons-en sûr la CFDT Île-de-France sera au rendez-vous.



Des moments de convivialité



HOMMAGE

Le congrès s'est clôturé par un coup de chapeau à deux militants dont le mandat prenait fin à cette occasion ou dans les semaines à venir : **Marinette Soler**, secrétaire générale adjointe, et **Vincent Pigache**, secrétaire général de l'Union territoriale interprofessionnelle de l'ouest francilien.

Bravo à tous deux pour leur engagement pendant toutes ces années.





CHAPITRE | 4

VOTES & ÉLECTIONS

- Vote du quitus
- Vote de la résolution d'orientation
- Élu-e-s au Bureau régional
- Élection du secrétariat régional



Vote du quitus

MANDATS RETIRÉS	3 842	87,77 % des mandats
Abstentions	27	
Valablement exprimés	3 646	
Pour	3 120	86,21 %
Contre	499	13,79 %
QUITUS ADOPTÉ		



Vote de la résolution d'orientation

Abstentions	83	
Valablement exprimés	3 656	
Pour	3 233	90,48 %
Contre	340	9,52 %
RÉSOLUTION ADOPTÉE		



Élu·e·s au Bureau régional

COLLÈGE DU SECRÉTARIAT RÉGIONAL

Michèle BERRADA	92,47 %	Patrick LABBOZ	93,45 %
Nadia BOSC-DJAILEB	92,50 %	Diego MELCHIOR	91,44 %
Olivier CLÉMENT	92,23 %	Hassan MOHAMED	94,24 %
Géraldine CORNETTE	92,43 %	Isabelle TANIOU	93,96 %

COLLÈGE DES UTI

Raphaël BRETON – Est francilien	92,78 %
Vincent GUÉRIN – Sud francilien	89,31 %
Éloïse ROUSSEAU – Paris	86,86 %
Badiaa SOUIDI – Ouest francilien	95,23 %

COLLÈGE DES SYNDICATS

Emmanuel BOLUSSET – Services à l'agriculture IDF (SFSA)	93,96 %
Juan-Antonio GONZALEZ – Banques & sociétés fin. IDF	97,00 %
Thierry LEREBOURG – Énergie-chimie IDF (SECIF)	97,12 %
Isabelle CAYLA – S3C Télécoms prestataires IDF	96,73 %
Joseph LOUIS – Postes finances distribution IDF (SF3C)	96,73 %
Thanh BUI – Construction & Bois de la Métropole Parisienne	93,96 %
Xavier BOUTRELLE – Sgen Académie de Créteil	96,09 %
Chantal LAVEDRINE – Défense IDF (SFED)	93,96 %
Stéphane RABUEL – Synd. Francilien Finances (SPACEFF)	93,96 %
Viviane EKOUMÉ – Synafor	93,65 %
Christine DEFERT – Métallurgie francilien (Symetal)	97,12 %
Nadia BERGHOUT – Agents de la Sécurité sociale (SFASS)	97,32 %
Mirella DÉLUGE – Santé et services sociaux 93	96,09 %
Steve BRINGART – Prévention et Sécurité IDF (SFPS)	95,15 %
Patrick DJIBONGO – Syndicat francilien de la propreté (SFP)	93,96 %
Patricia VIRFOLET – Synd interdépart. Commerce	95,15 %
Brigitte WAINTRAUB – Groupe Air France (SPASAF)	95,94 %
Daniel LIMBALLE – Retraités des Hauts-de-Seine (UTR 92)	95,94 %





Le 9 septembre, le congrès a procédé à l'élection du Bureau régional, organe directeur de l'Union régionale Île-de-France. Il est composé de 30 membres.

- | | | | | | |
|----|---------------------------|----|------------------------------|----|---------------------------|
| 1 | Nadia BERGHOUT | 11 | Géraldine CORNETTE | 21 | Daniel LIMBALLE |
| 2 | Michèle BERRADA | 12 | Christine DEFERT | 22 | Joseph LOUIS |
| 3 | Emmanuel BOLUSSET | 13 | Mirella DÉLUGE | 23 | Diego MELCHIOR |
| 4 | Nadia BOSC-DJAILEB | 14 | Patrick DJIBONGO | 24 | Hassan MOHAMED |
| 5 | Xavier BOUTRELLE | 15 | Viviane EKOUMÉ | 25 | Stéphane RABUEL |
| 6 | Raphaël BRETON | 16 | Juan-Antonio GONZALEZ | 26 | Éloïse ROUSSEAU |
| 7 | Steve BRINGART | 17 | Vincent GUÉRIN | 27 | Badiaa SOUIDI |
| 8 | Thanh BUI | 18 | Patrick LABBOZ | 28 | Isabelle TANIOU |
| 9 | Isabelle CAYLA | 19 | Chantal LAVEDRINE | 29 | Patricia VIRFOLET |
| 10 | Olivier CLÉMENT | 20 | Thierry LEREBOURG | 30 | Brigitte WAINTRAUB |

Élection du secrétariat régional

Le 9 septembre, le Bureau régional s'est réuni pour la première fois de sa mandature pour élire le secrétaire général, le secrétariat régional, la secrétaire générale adjointe et la trésorière. Ces votes ont tous recueilli l'unanimité (30 voix).

Diego **MELCHIOR** a été élu **secrétaire général**.
Nadia **BOSC-DJAILEB**, Olivier **CLÉMENT**,
Patrick **LABBOZ**, Hassan **MOHAMED**
et Isabelle **TANIOU** ont été élus membres
du secrétariat régional.

Géraldine **CORNETTE** a été élue secrétaire générale
adjointe et Michèle **BERRADA**, trésorière.



- | | | | |
|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|
| 1 Michèle BERRADA | 3 Olivier CLÉMENT | 5 Patrick LABBOZ | 7 Hassan MOHAMED |
| 2 Nadia BOSC-DJAILEB | 4 Géraldine CORNETTE | 6 Diego MELCHIOR | 8 Isabelle TANIOU |



Union régionale interprofessionnelle des syndicats CFTD d'Île-de-France

Rédaction-Diffusion : 78 rue de Crimée 75019 PARIS / Tél 01 42 03 89 00

ile-de-france.cfdt.fr / com@iledefrance.cfdt.fr

Création et réalisation : Sylvaine Azzouni - Judith Boumendil

Impression sur papier Cocoon Silk recyclé 100 % par un imprimeur labellisé imprim'vert

Imprimeur : KMC Graphic - RCS Melun 800 602 179 000 15

